



AUTORISATION DE PRELEVEMENT SCIENTIFIQUE DANS LA RESERVE NATURELLE NATIONALE DU NEOUVIELLE

- autorisation numéro 2013 - 98 -

Pétitionnaire : Monsieur Dirk S. SCHMELLER
Adresse : Hameau de Cazaux – 09160 CAZAVET
Nature de la demande : prélèvement scientifique
Localisation : réserve naturelle nationale du Néouvielle - Hautes-Pyrénées
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Eric SOURP

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, référence 2011158-11 en date du 8 juin 2011, portant délégation de signature à Monsieur Gilles PERRON, Directeur du Parc National des Pyrénées, pour l'instruction et la délivrance des autorisations d'activités diverses dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise Monsieur Dirk S. SCHMELLER à mettre en œuvre des prélèvements scientifiques – amphibiens (notamment *A. obstetricans*, *L. helveticus*, *S. salamandra*, *C. asper*) ainsi que la collecte d'échantillons d'eau et de sol pour la détection de *B. dendrobatidis* à partir de sources environnementales dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle.

Mesdames et Messieurs Matthew FISHER, Olivia EDWARDS (*chercheurs au Département des Maladies Infectieuses, Imperial College de Londres*), Jaime BOSCH (*chercheur Muséum d'Histoire Naturelle de Madrid*), Frances CLAIRE (*chercheur Institut de Zoologie, Londres*), Dirk SCHMELLER, Adeline LOYAU (*UFZ, Leipzig*) sont autorisés à réaliser les dits prélèvements.

Ces prélèvements seront mis en œuvre dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

../.

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. le pétitionnaire s'engage à faire parvenir à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, une copie des autorisations nécessaires afin de pratiquer une telle activité (*selon les cas, ministère en charge de l'écologie, direction départementale des territoires, office national des forêts, communes, propriétaires ou ayant droits*),
2. le pétitionnaire s'engage à perturber le moins possible les milieux étudiés et à limiter ses prélèvements,
3. le pétitionnaire s'engage à éviter de susciter, chez les autres usagers, envers ces activités dérogoires aux textes légaux : curiosité, jalousie, prosélytisme, réprobation,
4. le pétitionnaire s'engage à entrer, au préalable à toute intervention, en contact avec les gardes-moniteurs encadrés et les chefs de secteur. Les échanges d'informations, montagnardes et scientifiques, se feront à bénéfice réciproque. Il est convenu qu'assimiler les règles et conseils de bonne conduite dans le Parc National, le choix des lieux et moments permet le respect du point mentionné en supra et les possibilités d'aide aux recherches (*moyens humains, matériels, lieu de rangement, accès*),
5. le pétitionnaire s'engage à remettre, avant la fin de l'année civile, à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées afin qu'il établisse un compte-rendu d'activité annuel, un compte-rendu chronologique des recherches autorisées (*avec dates, lieux, prélèvements ou observations*). Les déterminations seront données au niveau taxonomique le plus élevé en fonction des difficultés et des délais. Le pétitionnaire s'engage à fournir ultérieurement un compte-rendu plus détaillé avec les déterminations, commentaires d'ordre patrimonial, l'absence (*ou non*) de risques ou menaces. Ce compte-rendu, pouvant sur sa demande, rester confidentiel, démontrera l'intérêt de la présente dérogation et est obligatoire pour tout éventuel renouvellement,
6. participer, à la demande de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, à l'élaboration de documents de présentation (*concernant l'objet de ses recherches*) aux usagers du parc national,
7. mentionner dans toute œuvre publique, l'autorisation accordée (*a fortiori l'aide s'il y a eu concours du personnel de terrain ou de documentation*) et en faire parvenir un exemplaire (*original ou copie*) à Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour la période du 7 juin au 30 septembre 2013.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

././.

- article trois :

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le mercredi 5 juin 2013



Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées

Pour le Directeur
et par délégation,

Le Secrétaire Général
Yves HAURE

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.